

Prisonniers révolutionnaires en Espagne

Cette maquette .pdf est destinée à l'impression en A4, elle diffère sensiblement de la maquette de l'édition papier.

1. Présentation du dossier

Il y a trois grands groupes de prisonniers révolutionnaires dans les prisons espagnoles. Il y a les prisonniers appartenant à la gauche nationaliste basque, il y a les prisonniers appartenant à la mouvance anarchistes, et il y a les prisonniers appartenant à la mouvance communiste/antifasciste. C'est à ce dernier groupe qu'est consacré ce dossier.



2. Bilan chiffré de la répression

Bilan chiffré de la répression contre le mouvement communiste et antifasciste de 1975 à décembre 2008. Ce bilan concerne les militants et les sympathisants des organisations suivantes:

Une organisation de guérilla: les Groupes de Résistance Antifasciste Premier Octobre (GRAPO).

Cinq organisations politiques: le Parti Communiste d'Espagne reconstitué (PCE(r)), l'Union des Jeunesses Antifascistes (UJA), l'Organisation Démocratique des Étudiants Antifascistes, Peuple et Culture, les Femmes Antifascistes.

Trois organisations anti-répression: le Secours Rouge (années '70), l'Association des Parents et Amis des Prisonniers Politiques et le Secours Rouge International (années '2000).

Nombre de personnes arrêtées : entre 3.100 et 3.500 personnes (selon les différentes analyses), avec une pointe de 380 détenus en 1979.

Nombre de personnes emprisonnées après condamnation: entre 1400 et 1420.
Nombre de personnes torturées et maltraitées : entre 1.500 et 1.550
(seulement quatre policiers furent condamnés pour cela).

Militants assassinés, tués au combats, mort sous la torture ou en détention: 28, soit:

6 militants du PCE(r):

- Juan Carlos Delgado de Codes assassiné en 1979 par la police
- Francisco Javier Martín Eizagirre assassiné en 1979 par le “Batallón Vasco Español” (un escadron de la mort chapeauté par les services secrets).
- Aurelio Fernández Cario assassiné en 1979 par le “Batallón Vasco Español”
- José España Vivas mort en 1980 sous la torture dans les locaux de la DGS
- Kepa Crespo Galende mort en 1981 dans une grève de la faim contre l’isolement
- Txomin Muiños Formoso mort en 1986 suite aux carences de la médecine pénitentiaire.

16 Militants des GRAPO:

- José Vicente Artigues tué en 1976 par la police
- Pedro Tabanera Pérez tué en 1979 par la guardia civil
- Raúl Calero Arcones tué en 1979 par la guardia civil
- Carmen López Sánchez tuée en 1979 par la guardia civil
- Abelardo Collazo Araujo tué en 1980 par la police nationale
- Josefa Jiménez Zamora morte en 1981 suite aux tortures infligées par la police
- Roberto Liñeira Oliveira tué en 1981 par la guardia civil
- Antonio Cabezas Bella tué en 1981 par la guardia civil
- Dolores Castro Saa torturée et assassinée en 1981 par la guardia civil
- Albino Gabriel López torturé et assassiné en 1981 par la guardia civil
- Enrique Cerdán Calixto tué en 1981 par la police nationale
- Juan Martín Luna tué en 1982 par la police nationale
- Luis Rodríguez Martínez mort par suicide en 1983 après trois années d’isolement carcéral total.
- Juan García Rueda tué en 1984 par la police nationale
- José Manuel Sevillano Martín mort en 1990 lors d’une grève de la faim contre l’isolement
- José María Sánchez Casas mort en 2001 suite aux carences de la médecine pénitentiaire

Un militant du PCE(r) et des Commandos Autonomes anti-capitalistes:

- Goyo Fernández Riaño tué en 1979 par la police municipale.

En outre cinq militants des GRAPO sont tombés pendant des actions armées:

- José López Ragel en 1976
- Fausto Peña Moreno en 1976

- Isabel Santamaría del Pino en 1993
- Pedro Luis Cuadrado Delabat en 1993
- Valentín Benito Iñigo en 1993

Militants ayant gardé des séquelles irréversibles des mauvais traitements de la police : 4 souffrant de paraplégie totale.

Militants ayant gardé des séquelles irréversibles à cause des luttes (grève de la faim) et de leur répression lors la détention : 12 souffrant de scléroses multiples, du syndrome de Korsakov ou du syndrome de Werningke

Militants ayant gardé des séquelles graves à cause des mauvais traitements en prison: -30 souffrant du système neuro-moteur, de démence ou de pathologies cardiaques

Militants ayant gardé des séquelles graves à cause des tirs de la police : 5

Membre des familles torturés, détenus ou exhibés au commissariat pour faire pression sur les militants détenus: 82

Militants emprisonnés extradés de la France vers l'Etat espagnol: 12

Militants extraits de prison et remis à la police pour de nouvelles tortures: 3 (en 1976, 1978 et 1979)

Bilan de la « guerre sale » des escadrons de la mort:

- Deux personnes ont été assassinées à Paris par le BVE.
- Plusieurs bombes contre les cabinets des avocats des prisonniers
- Trois militants ont été séquestrés par les GAL : (Pedro Emilio • Ruiz Serrano en 1979, Pepe Balmón en 1983, Jesús Cela Seoane en 1990).
- Deux prisonniers politiques ont souffert du « GAL carcelario ».
- 40 militants ou sympathisants ont été victimes des bandes fascistes.

Publications interdites :

Revue militantes Crash et Area Crítica, le bulletin de l'Association des Familles et amis des Prisonniers Politiques : A la calle, la revue Solidaridad, éditée par le SRI, les revues Bandera Roja, Gaceta Roja, Resistencia, et Antorcha, toutes éditées par le PCE(r)

Organisations politiques et sociales étrangères à la lutte armée criminalisées et poursuivies: 8

Socorro Rojo (1977), ODEA (1978), UJA (1979), Mujeres Antifascistas (1980), Pueblo y Cultura (1981), PCE(r) (2003), AFAPP (2005) et SRI (2005).

Et ce bilan ne cesse de s'alourdir. José Ortín Martínez "Rafa", membre du PCE(r) et des GRAPO, est mort samedi 21 mars 2009 alors qu'il était au parler avec sa famille dans la prison de Fontcalent (Alicante). 'Rafa' avait 63 ans, il semble qu'il soit décédé suite à un infarctus. Ce militant communiste,

né à Madrid dans le quartier prolétaire de San Blas, a commencé à militer dans le PCE(r) en 1975. Arrêté en 1978, il a été torturé de manière barbare puis incarcéré. Après 11 années de prison, il a été remis en liberté en décembre 1989. Cependant, à cause de la constante présence de la police qui l'a soumis à divers épisodes de 'guerre sale', il est entré en clandestinité. Nouvellement arrêté en octobre 1995, il est condamné à 72 ans de prison. Au total, il a donc passé 25 ans en prison, toujours en régime de très haute sécurité, supportant toutes sortes de vexations et participant à plus de 10 grèves de la faim, certaines desquelles ont duré plusieurs mois. Tout ceci pourrait être à l'origine de son décès: les tortures, les heures infinies d'isolement, le cachot, les brimades continues auxquels sont soumis chaque prisonnier. José Ortín laisse 3 enfants et sa compagne Concha González Rodríguez, elle-même emprisonnée depuis 1995 à cause de son militantisme communiste.



José "Rafa" Ortín Martínez

3. Sur le Collectif des prisonniers révolutionnaires et ses luttes

3.1. Le Collectif des prisonniers

En date de septembre 2008, le collectif se composait de 40 prisonniers, 24 hommes et 16 femmes parmi lesquels l'un est militant du Secours Rouge International – SRI -, 17 du PCE(r) et 22 des GRAPO. En outre, en situation de « liberté » provisoire jusqu'au jugement, bien qu'ils soient passés par une étape de prison, on trouve 10 autres militants, 5 du PCE(r) et 5 du SRI.

La politique de répression, associe la dispersion des prisonniers (répartis en 25 prisons, tous en « Premier Grade de Régime Spécial » - le plus grand isolement

-). A l'intérieur des prisons, ils sont dans des modules distincts, ce qui implique que dans la pratique, chaque prisonnier et prisonnière politique du Collectif se trouve en total isolement. Cela donne le cas de prisonniers du Collectif qui ont passé des années dans la même prison, sans s'être vus une seule fois. En outre, dans la majorité des prisons, on évite de les faire cotoyer d'autres prisonniers politiques (basques ou anarchistes).

Une autre situation alarmante est celle de l'application de fait de la condamnation à perpétuité, bien qu'ils devraient déjà être en liberté avec la partie proportionnelle complètement accomplie. Déjà, il y a 5 militants du Collectifs qui ont été condamnés à vie :

- Miguel Angel Bergado Martinez : 28 ans de prison, condamnation accomplie mais il s'est vu appliquer la condamnation à perpétuité qui signifie de fait l'accomplissement intégral jusqu'en 2011.

- Xaime Simon Quitela : 24 ans de prison, peine accomplie, mais s'est vu appliquer la condamnation à perpétuité qui signifie de fait l'accomplissement intégral jusqu'en janvier 2015.

- Suso Cela Seoane : 19 ans de prison, peine accomplie, mais qui s'est vu appliquer la perpétuité jusqu'à l'année 2020. Rappelons qu'il fut séquestré par le GAL de Roldan en janvier 1990, drogué, torturé et seulement remis en liberté parce qu'il n'avait pas l'information que l'État demandait. Ses ravisseurs, gardes civils du Service d'Information, n'ont pas été condamnés, mais bien promus.

- Maria Jesus Romero Vega : 19 ans de prison, peine accomplis. S'est vu appliquer la condamnation à perpétuité de fait, jusqu'en 2020.

- Olga Oliveira Alonso : 18 ans de prison, peine accomplie. S'est vu appliquer la condamnation à perpétuité de fait, jusqu'en 2020.

Quant à la situation sanitaire, nous rappelons qu'il y a 4 prisonniers qui ont des maladies graves et incurables et sont emprisonnés de fait :

- Manuel Pérez Martinez, Secrétaire général du PCE(r), âgé de 64 ans, 16 ans de prison et trois fois. Il souffre de graves troubles oculaires, une hernie de hiatus et une grave faiblesse générale due à la situation brutale d'emprisonnement et d'isolement. Il été jugé pour toutes et chacune des actions du GRAPO des dernières années. Acquitté pour tout cela, il reste en prison.

- Maria José Banos Andujar, militante des GRAPO, 15 ans de prison en deux fois. Elle nécessite une greffe du foie et souffre du V.I.H., et en situation d'emprisonnement, elle ne bénéficie d'aucun traitement.

- Manuel Arango Riego, militant du PCE(r), âgé de 62 ans, 7 ans de prison en deux fois. Il souffre d'une grave sciatique chronique qui l'empêche d'effectuer le moindre travail au minimum normal. De graves problèmes de mobilité exigent l'aide d'un autre prisonnier politique. Hypermédicalisé.

- Carmen Munos Martinez, militante du PCE(r). 26 ans de prison en trois fois. Elle souffre d'un cancer du sein dont elle devrait être opérée et se soumettre à de dures sessions de chimiothérapie et autres différentes sessions de rééducation, préjudiciables à sa santé. Hypermédicalisée.

Dans les prisons, les prisonniers révolutionnaires ont leurs communications, appels téléphoniques et visites contrôlées. En règle générale, il leur est seulement permis d'envoyer deux lettres par semaines et trois appels téléphoniques de 5 minutes à leurs familles. Les visites durent entre 40 et 50 minutes chaque semaine et ne sont pas cumulables. Presque tous les militants du Collectif souffrent en plus de la dispersion géographique de sa nationalité ou région d'origine. Les Galiciens en prison en Andalousie, les Basques, idem; Les Andalous en prison dans le Nord, les Madrilènes, à Valence, et ainsi successivement. C'est une punition infligée à leurs familles et amis qui vont les visiter, puisque pour une rencontre de 40 minutes, ils doivent effectuer un voyage par exemple de 2.200 kilomètres (Santurtzi – Algeciras), au moins deux jours et des centaines d'euros de frais. En outre des accidents qui viennent se produire par la dispersion, le dernier à Grenade d'amis de prisonniers politiques en février 2007.

La situation alimentaire est une autre arme : mauvaise nourriture, aliments périmés (y compris ceux destinés aux prisonniers politiques malades), économat carcéral à pris prohibitifs, ce qui rend les maladies buccodentaires et d'estomac chroniques pour la grande majorité d'entre eux.

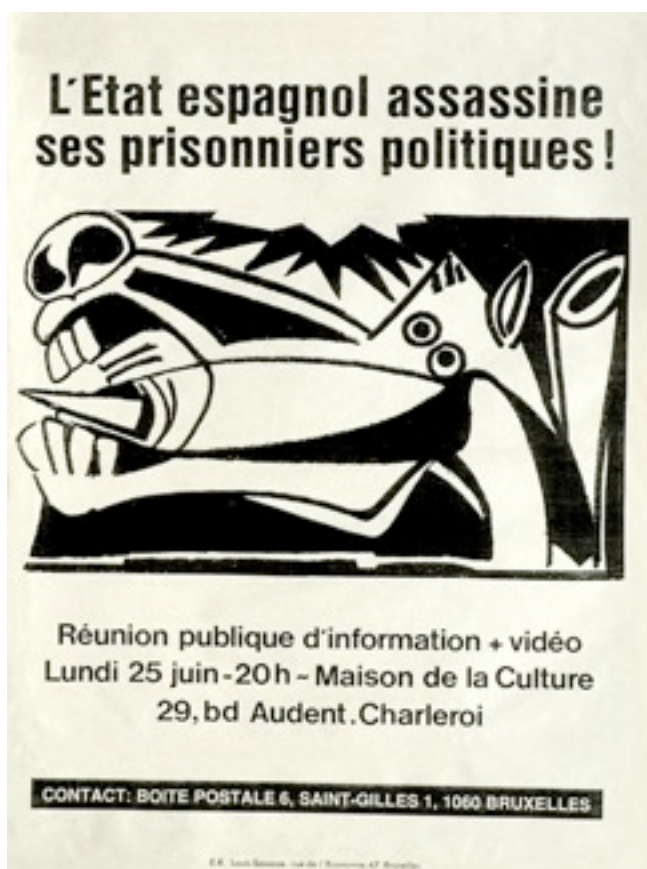
3.2. Les grèves de la faim

A deux reprises, les prisonniers En 1980 les prisonniers communistes et antifascistes mènent une grève de la faim contre l'isolement. En 1980, Sevillano Crespo Galende, militant des GRAPO, meurt après 94 jours de grève. Mais la lutte abouti au regroupement des prisonniers en plusieurs grandes « communes »

En novembre 1989 commença une nouvelle grève de la faim des prisonnier(e)s politiques en ripose à la suppression des « communes » et au retour à l'isolement carcéral. Le 25 mai 1990, le militant des GRAPO José Manuel Sevillano Martín 'Sevi' meurt après 177 jours de grève de la faim à la prison de Grenade, malgré l'alimentation forcée. Cette lutte sera un échec.



José Manuel Sevillano Martín 'Sevi' meurt après 177 jours de grève de la faim à la prison de Grenade, malgré l'alimentation forcée.



Affiche de l'Association des Amis des Prisonniers Communistes (APAPC), qui est à l'origine de notre Secours Rouge/APAPC, en soutien à la seconde grève de la faim collective des prisonniers du PCE(r) et des GRAPO (fin 1989, début 1990). De telles affiches ont été collées à Bruxelles, Liège et Charleroi, des soirées d'information ayant été organisées dans ces trois villes.

4. Un aperçu de la politique des peines en Espagne

Miguel Ángel Bergado Martínez, détenu politique antifasciste, termine sa 29^{ème} année de prison. Bergado a pris un contact avec les GRAPO en 1979, en se mettant à faire partie de ses commandos opérationnels. Il est passé à la clandestinité en 1980 et il a pris part à l'infrastructure qui a obtenu la liberté des 5 militants du PCE (r) et des GRAPO qui se sont évadés de la prison de Zamora le 17 décembre 1979. Il a également participé aux actions armées qui ont coûté la vie à un général de l'Armée espagnole et à un sous-officier de la police nationale.

Arrêté le 8 mai 1981, quand il avait 23 ans, il a été cruellement torturé et emprisonné. Condamné à 55 ans de prison en 1990 et transféré à la prison de Puerto II, pendant la grève de la faim développée pendant 435 jours par 58 prisonniers et prisonniers politiques du PCE (r) et des GRAPO, il a eu un grave affrontement avec un gardien de prison qui se montrait spécialement brutal avec les grévistes. Comme résultat de l'affrontement, le gardien de prison a été gravement blessé. Depuis cette date il a été spécialement soumis à un contrôle absolu, à des isolements et à des mauvais traitements. Il a été transféré dans 22 prisons.

Il devait être remis en liberté en novembre 2006, après avoir accompli 25 ans et demi de prison, mais on lui a appliqué de fait la réclusion perpétuelle, et selon la dernière loi, appliquée avec un caractère illégal rétroactif, il ne sera pas libéré avant 2011. Il se trouve actuellement prisonnier 1er degré dans la prison de Puerto de Santa Maria, à 1000 kilomètres de sa famille et de son entourage. Il est, à côté du militant d'ETA Joxe Mari Sagardui 'Gatza' le prisonnier politique qui aura accompli le plus d'années.

Rappelons que pendant ce temps, les assassins de l'État jouissent d'une liberté absolue. C'est le cas des membres des Groupes Antiterroristes de Libération (Grupos Antiterroristas de Liberación, GAL), ces escadrons de la mort créés dans les services spéciaux espagnols (CESID), la Guardia Civil et la Policía Nacional, sous le gouvernement socialiste de Felipe González, sous la responsabilité du ministre de l'intérieur José Barrionuevo et dont le but était de lutter contre ETA au moyen d'enlèvements, de tortures et d'assassinats extra-judiciaires (avec la complicité de policiers français). Quatre exemples (deux dirigeants, deux exécutants):

- Enrique Rodríguez Galindo. Ce général de la Guardia Civil est le principal fondateur et un exécuteur des GAL. Après une détention préventive entre le 23 mai et le 2 août 1996 et entre le 15 septembre 1997 et le 26 juin 1998, Galindo a été condamné par la cours Suprême pour la séquestration, l'assassinat et la disparition des militants basques Lasa et de Zabala à 75 ans et 6 mois de prison le 9 mai 2000. Le 1er octobre 2004, il est sorti dans un

régime ouvert « pour raisons de santé ». Au total, cinq ans et cinq mois en prison de luxe. Sa liberté conditionnelle – sans un contrôle mensuel, bien que les Institutions Pénitentiaires disent qu’il est hebdomadaire, chose démontrée incertaine – en 2013. Il vit dans un quartier riche de Saragosse, sans aucun problème de santé et d’argent. Pour avoir organisé sept assassinats, dirigé les GAL et ordonné centaines de tortures: 5 ans de prison.

- José Julián Elgorriaga Goyeneche. Ce dirigeant du parti socialiste espagnol (ex-délégué du Gouvernement au Pays Basque), commanditaire des GAL, a été condamné à 75 ans de prison pour assassinats, séquestration, disparition et pour avoir dirigé une organisation terroriste. Il a été admis en prison le 9 mai 2000 – il a été avant en préventive sept mois – et est sorti un an après, le 23 juillet 2001, pour « raison de santé ». Au total, un an et neuf mois en prison de luxe (3% de la condamnation).

- Enrique Dorado Villalobos. Ce sergent de la Guardia civil était un exécuter des GAL et un tortionnaire identifié par des centaines de prisonniers torturés. Condamné pour l’assassinat des militants basques Lasa et de Zabala à 71 ans de prison, il a été admis pour la première fois en réclusion préventive en mai 1996 et, condamné, le 9 mai 2000. Le 16 mars 2002, il est sorti en 3eme degré d’Alcalá-Meco. Au total, il aura fait six ans pour terrorisme, assassinats et séquestration. En plus d’être un mafieux impliqué dans le trafic de stupéfiants de centaines de kilogrammes de cocaïne et d’autres drogues et dans des dizaines de vols, certains avec une violence extrême, il a seulement accompli deux ans de prison pour une condamnation précédente pour un vol dans un magasin d’Irún.

- Felipe Bayo Leal. Membre des GAL et de la Guardia Civil avec le même pedigree que celui de Dorado: condamné pour la séquestration, l’assassinat et la disparition de Lasa et de Zabala à 71 ans de prison, il a été admis en préventive en mai 1996 et il s’est mis, avec différentes périodes d’une liberté, à exécuter une forte peine quatre ans après. Il est sorti en mars 2002. Au total, six ans dans une prison de luxe.

Et il en va de même pour tous les commanditaires, fondateurs, dirigeants et exécutants des GAL. Certains n'ont tout simplement pas été inquiétés (ainsi la direction du PSOE alors au pouvoir), d'autres ont purgés des peines de prison symboliques. Pour rappel, entre 1983 et 1987, les GAL ont assassinés 27 personnes et gravement blessés de nombreuses autres. (mai 2009)

5. Sur la répression contre le Secours Rouge en Espagne

La gauche nationaliste basque n'est pas la seule à être ciblée par la nouvelle 'loi des partis' en Espagne. Cette loi considère que tous les partis, associations et organisations politiques légales qui refusent de dénoncer une organisation

armée doivent être interdites et poursuivies comme 'complices'. C'est sur cette base que toutes les organisations, partis, journaux de la gauche nationaliste basque ont été interdits en tant que 'façade légale' d'ETA. C'est aussi sur base de cette loi que le Secours Rouge International a été interdit en Espagne, et plusieurs militants emprisonnés.

Le 24 janvier 2008, c'est l'arrestation de militants d'organisations solidaires avec les prisonniers : d'Erlantz Cantabrana Berrio, (militant connu de l'association des familles de prisonniers, avait déjà été arrêté par la police en 2004) de Fernando Rodríguez Blanco, de Juan Manuel Olarrieta Alberdi et de José Luis Fernández González, (un ancien militant qui avait purgé sa peine de prison dans les années 80, lors de sa première arrestation, en 1980, des tirs de la garde civile avait entraîné la paralysie de Fernández González qui est obligé depuis à se déplacer en chaise roulante), et de Carlos Cela Seoane. Le ministre espagnol de l'Intérieur, Alfredo Pérez Rubalcaba, a estimé que les personnes arrêtées "sont des membres légaux liés à des activités de financement, prosélytisme et formation" des GRAPO.



De gauche à droite et de haut en bas, les cinq militants du Xecours Rouge arrêtés en janvier 2008: Juan Manuel Olarieta Alberdi, Carlos Cela Seoane, Fernando Rodríguez Blanco, José Luis Ferández González et Fernando Cantabrana Berrio.

Fernando Rodríguez Blanco a été libéré le 23 septembre 2008 (avec paiement d'une caution et obligation d'aller chaque semaine signer un registre). Le 2 octobre 2008, c'est Erlantz Cantabrana Berrio qui a pu, dans les mêmes conditions, quitter la prison de Navacarnero. Carlos Cela suivi le 24 octobre

2008. Tous les militants du Secours rouge d'Espagne sont finalement sortis de prison. Ils sont en liberté provisoire en attendant un éventuel procès.

6. Histoire du PCE(r) et des GRAPO

6.1. Origine et principes du PCE(r)

Le Parti Communiste d'Espagne (reconstitué) est issu de l'élan révolutionnaire des années 1960, où se conjuguent la crise capitaliste, la guerre du Vietnam, la révolution culturelle en Chine, le mouvement de mai-juin 1968 en France... Ce sont des années où dans tous les pays du monde les partis communistes pro-soviétiques sont critiqués et où de nouvelles organisations révolutionnaires sont formées. En Espagne les révolutionnaires « reconstituent » le Parti Communiste d'Espagne (en opposition au PCE réformiste de Santiago Carillo), et estiment continuer la guerre civile antifasciste commencée lors des années 1930.

L'Organisation Marxiste-Léniniste d'Espagne (OMLE), une des premières organisations nées dans cette période en Espagne, donnera naissance au PCE(r) en juin 1975, au moment où l'Espagne passe du fascisme ouvert à un régime se prétendant démocratique. Le PCE(r) se revendique de Marx, Engels, Lénine et Staline, et à peine né, il jouera un rôle important dans la dénonciation de la « Réforme ».

Le PCE(r) se propose principalement « d'organiser la classe ouvrière dans la lutte contre le système capitaliste, pour parvenir à la démolition complète de son appareil bureaucratique-militaire, et l'instauration de la dictature du prolétariat contre la bourgeoisie. Actuellement le Parti centre ses principaux efforts sur l'éducation et l'organisation politique de la classe ouvrière, défend l'unité d'action avec d'autres organisations ouvrières et populaires et la lutte de résistance contre le fascisme et l'impérialisme, lutte qui conduit à accumuler les forces révolutionnaires et a créé les conditions pour le déroulement de la Guerre Populaire Prolongée et le triomphe de l'insurrection armée générale. (...)»

« L'objectif stratégique que poursuit le Parti est la démolition de l'Etat fasciste, l'expropriation de l'oligarchie financière - propriétaire terrienne et l'instauration de la République Populaire. Le prolétariat est la classe la plus exploitée et opprimée, la mieux organisée et la plus révolutionnaire de la population et par cela même la classe appelée à diriger d'autres secteurs populaires ; le prolétariat constitue la principale force motrice de la révolution. Joint à la classe ouvrière, les petits paysans et beaucoup d'autres travailleurs et semi-prolétaires (petits transporteurs, les employés, autonomes, etc.), ainsi que les peuples des nations opprimées et les intellectuels progressistes

pourront prendre une part active dans la lutte pour la destruction du capitalisme ou observer une position de neutralité. (...) Avec l'instauration de la République Populaire commencera une période qui ira de la destruction de l'État fasciste et impérialiste à l'instauration de la dictature du prolétariat. Cette période couvrira une courte étape de transition qui pourra être considérée aussi comme le commencement de la restructuration socialiste, laquelle devra être présidée par un gouvernement provisoire qui agira comme organe des grandes masses du peuple soulevé en armes. (...)»

Le programme du PCE(r) pour une étape de transition se résume en seize points :

- «- Formation d'un Gouvernement Provisoire Démocratique Révolutionnaire.
- Création de Conseils ouvriers et populaires comme base du nouveau pouvoir.
- Dissolution de tous les corps répressifs de la réaction et armement général du peuple.
- Libération des prisonniers politique antifascistes et mise en procès de leurs tortionnaires et assassins contre-révolutionnaires. Large grâce pour les prisonniers sociaux.
- Expropriation et nationalisation des banques des grandes propriétés agricoles, des monopoles industriels et commerciaux et des principaux moyens de communication
- Reconnaissance au droit à l'autodétermination des peuples basque, catalan et galicien. Indépendance pour la colonie africaine des Canaries. Retour de Ceuta Y Melilla au Maroc.
- Suppression de tous les privilèges économiques et politiques de l'Eglise ; séparation radicale de l'Eglise et de l'école. Liberté de conscience.
- Liberté d'expression, d'organisation et de manifestation pour le peuple. Le droit de grève sera une conquête irréversible des travailleurs.
- Incorporation de la femme, sur un pied absolue d'égalité avec l'homme, dans la vie économique, politique et sociale.
- Reconnaissance de tous les droits électoraux politique, sociaux, etc. des travailleurs immigrés. Suppression de toute forme d'oppression et de discrimination raciale, sexuelle et culturelle.
- Réduction de la journée de travail. Travail pour tous. Amélioration des conditions de vie et de travail.
- Logements dignes et économiques ; sécurité sociale, santé et enseignement a la charge de l'Etat.
- Droit de la jeunesse à recevoir une formation intégrale et gratuite, droit à un travail sain et bien rétribué, de disposer de locaux et d'autres moyens pour le libre déroulement de ses activités
- Sortie immédiate de l'OTAN et de l'UE, ainsi que des autres organisations créées pour l'agression et le pillage impérialiste.

- Démantèlement des bases militaires étrangères sur notre territoire et réintégration de Gibraltar.
- Application des principes de coexistence pacifiques dans les relations avec tous les pays. Appui de la lutte de libération des peuples opprimés. »



Le drapeau de la République espagnole (rouge, or, violet) frappé de l'étoile rouge est le symbole du mouvement communiste/antifasciste en Espagne

6.2. Fondation des GRAPO

Le PCE(r) considère qu'il y avait une phase intermédiaire avant la dictature du prolétariat. Nous avons également vu que le PCE(r) était le PC d'Espagne de la guerre antifasciste reconstitué. Une conséquence directe est l'appui du PCE(r) à la lutte armée des Groupes Révolutionnaires antifascistes du Premier Octobre, les GRAPO.

Les GRAPO ont été fondés en été 1975, cinq mois après la reconstitution du PC d'Espagne, à partir du noyau du PCE(r) s'occupant des actions militaires (financement, répression des indicateurs...). Le PCE(r) avait décidé de la création d'une organisation « encadrant le plus grand nombre possible de combattants anti-fascistes, formant ses propres cadres (ne devant pas être nécessairement de membres du Parti ni professer l'idéologie communiste) ; en outre, on exigeait que l'Organisation agirait dorénavant de façon autonome du Parti et qu'elle adopterait ses propres décisions ». Ainsi les GRAPO ne sont pas le PCE(r), et vice-versa. Le PCE(r) ne fait qu'appuyer les GRAPO, qui sont

également composés d'antifascistes, de démocrates, etc. même si dans la pratique le PCE(r) s'est toujours trouvé être la principale origine des militant(e)s des GRAPO. C'est une réalité spécifique puisque les autres organisations révolutionnaires armées en Europe défendaient la thèse de l'unité de l'organisation politique et de l'organisation militaire (cf. par exemple le projet de "Parti Communiste Combattant" des Brigades Rouges).

Les premières actions des GRAPO consistèrent en une réponse claire à ce qui est connu comme « l'été de la terreur », où les forces fascistes réprimèrent violemment les masses populaires, et où furent passées les premières lois antiterroristes (qui furent élargies par les gouvernements « démocratiques »). Le 2 août deux membres de la Guardia Civil furent attaqués par les GRAPO en plein centre de Madrid, un fut tué et l'autre grièvement blessé. Le début des GRAPO fut un processus difficile. Le 27 septembre l'Etat fasciste exécuta cinq antifascistes (deux membres d'ETA et trois membres du FRAP). En réponse, le premier octobre cinq différentes unités des GRAPO exécutèrent cinq policiers et en blessèrent grièvement un autre dans plusieurs quartiers de Madrid. Cette action eut un grand retentissement. Plus de vingt procès avec le risque de condamnation à la peine de mort furent bloqués. C'est un moment historique pour les GRAPO, qui réussissaient à intervenir pour casser la tentative fasciste de paralyser les mouvements de masse par une répression sanglante. Le 18 juillet 1976, 60 bombes des GRAPO explosèrent contre des cibles fascistes pour le soixantième anniversaire du début de la guerre civile. Les attaques continuèrent ; deux membres des GRAPO périrent en tentant de faire sauter le palais de justice de Séville.

Les GRAPO frappèrent ensuite la télévision, puis en décembre 1976 un commando enleva le président du conseil d'Etat Oriol y Urquiso, et en janvier 1977 le président de la Cour Suprême de la justice militaire, le lieutenant-général Villaescusa. L'opération visait à libérer les prisonnier(e)s politiques et à combattre l'institutionnalisation du fascisme sous le masque de la "démocratie".



6.3. Premiers revers et reprise de la lutte

Mais le même mois la police arrête à Madrid et Barcelone quarante membres du PCE(r) et des GRAPO, réussissant à libérer les prisonniers de l'oligarchie. La direction des GRAPO était arrêtée. Quelques jours auparavant les GRAPO avaient exécuté deux policiers et un garde civil, en blessant trois autres, lors de deux attaques contre les forces fascistes suite à l'exécution de cinq avocats de gauche par un escadron de la mort supervisé par la Garde Civile. .

Le 4 juin deux gardes civils furent exécutés à Barcelone, le jour de la première élection générale "libre" depuis 1936. Cette action devait symboliser le refus du masque "démocratique" du fascisme. Le 27 septembre 1977, un capitaine de la police est exécuté par les GRAPO à Madrid ; il était un des volontaires fascistes qui avaient exécuté cinq antifascistes deux années auparavant. Les GRAPO exproprièrent plus de 500 kilos d'explosifs. En octobre, le comité central du PCE(r) est arrêté. Les GRAPO continuèrent difficilement leurs actions en 1977 et en 1978, (attaques à l'explosif des forces de la police et de l'armée ainsi que des bâtiments du gouvernement). Le 22 mars 1978 le directeur général des prisons fut exécuté à Madrid ; il était notamment responsable de l'assassinat sous la torture d'un prisonnier anarchiste à la prison de Carabanchel, la police essayant de lui arracher des informations sur un plan d'évasion de prisonnier(e)s du PCE(r) et des GRAPO.

1978 est l'année d'une énorme vague de grèves, notamment en Andalousie, en Galicie, et surtout au Pays basque. Le régime fut obligé de modifier les apparences, et proclama une constitution. Un programme en cinq points fut par la suite proposé par les GRAPO, le PCE(r) et d'autres organisations, un programme en recul par rapport au programme communiste, mais considérée comme une avancée à moyen terme en raison d'un effet de polarisation face au fascisme. Le gouvernement rejeta ce programme, qui prévoyait l'amnistie des prisonnier(e)s et des exilé(e)s, l'abolition des lois anti-terroristes, une purge antifasciste des institutions, les libertés politiques et syndicales, le rejet de l'OTAN, la dissolution du parlement et des élections libres.

De 1979 à 1984 les GRAPO suivirent cette ligne politique. 1979 fut l'année cruciale marquée par le plus grand nombre d'actions armées depuis la guerre civile. Les GRAPO exécutèrent Agustia Munoz Vazques, un chef militaire ayant négocié l'intégration de l'Espagne dans l'OTAN, ainsi que Rodrigues Roman, le directeur général de la DGS lorsqu'une manifestation ouvrière fut mitraillée en 1976. Ils attaquèrent le commissaire police Beltan, connu à Séville comme le bourreau d'ouvriers anti-fascistes, ainsi que le directeur général des institutions pénales, Garcia Valdes et le commissaire de police pour le district de Madrid. Le 6 avril ils exécutèrent à Séville le chef de la brigade « antiterroriste » de la police nationale.

6.4. Nouveaux revers

La seconde moitié de l'année, trente militant(e)s furent arrêté(e)s, de nombreuses bases démantelées. L'Etat fasciste pensait avoir écrasé les GRAPO, mais vingt membres de la police fasciste furent exécutés cette année-là par les GRAPO, qui perdirent sept militants. Les GRAPO avaient rendu coup pour coup, mais une autocritique fut faite par la suite : un repli tactique eut été préférable. A Paris, un commando des services secrets espagnols exécutèrent deux membres en exil du PCE(r), responsable des relations extérieures : Martin Eizaguirre et Fernandez Cario. Le 20 avril Juan Carlos Delgado de Codes, un membre du Comité Central du PCE(r), fut assassiné par la police alors qu'il n'était pas armé (il ne faisait pas non plus partie des GRAPO).

Le 17 décembre, cinq dirigeants s'échappèrent de la prison de Zamora grâce à un tunnel (certains membres du PCE(r) étaient mineurs de profession !). En même pas six mois les GRAPO se réorganisèrent totalement, disposant à nouveau de commandos et de laboratoires pour les explosifs. Trois des cinq évadés furent abattus par la police (1980, 1981, 1982) et les deux autres furent capturés. 1980 et 1981 furent donc des années assez difficiles pour les GRAPO, qui perdirent neuf membres, abattus par la police. Un militant du PCE(r) mourut en 1980 à cause de la torture, un autre, Crespo Galende, lors d'une grève de la faim.

Les GRAPO menèrent ces deux années huit exécutions, dont deux généraux de l'armée et un colonel. La longue grève de la faim fut également une grande victoire. Les prisonniers furent réunis en communes, dont la Commune Karl Marx, dans la prison de Soria, rassembla 80 prisonniers du PCE(r) et des GRAPO jusqu'à ce que le gouvernement socialiste la casse en 1989.

6.5. Nouvelle offensive

En octobre 1982, la veille des élections, 30 explosions eurent lieu dans 15 parties différentes du pays, pour dénoncer la mascarade électorale. Mais alors que le Parti Socialiste Ouvrier Espagnol (PSOE) arrive au pouvoir, les services secrets exécutent le leader des GRAPO, Juan Martin Luna, désarmé. Les auteurs de l'action, qui l'avaient criblé de balles, eurent un procès dans lequel ils furent acquittés. L'exécution de Juan Martin Luna marque la réponse des du PSOE à la déclaration unilatérale de trêve des GRAPO. Le PSOE mena une dure politique répressive et organisa une politique de «repentance». Le régime pensait qu'avec dix millions de voix il pourrait isoler et liquider les organisations populaires armées. Le PSOE lança donc un grand programme de terrorisme d'Etat. Les GRAPO cessèrent d'envisager des négociations et se réorganisèrent pour continuer dans la durée, pour une guerre prolongée, pour

non seulement maintenir mais développer la guérilla dans le mouvement populaire de résistance.

En 1983 les GRAPO, le manque de formation des nouveaux cadres fit que l'hégémonie politique du PCE(r) se perdit, amenant une ligne militariste, semi-anarchiste. La nouvelle direction n'entendait plus se subordonner à la stratégie du PCE(r) et la plupart des actions visaient à son propre renforcement. L'année 1984 fut par conséquent une année de réorganisation du financement : plus de 100 capitalistes payèrent cette année là un impôt aux GRAPO. Un capitaliste qui refusait de payer fut exécuté, ainsi que Manuel de la Padure, un capitaliste connu à la tête de l'association des employeurs. Le responsable de la Radio Nationale fut blessé comme réponse à la propagande contre-révolutionnaire qu'il organisait. Un membre des GRAPO fut tué suite à cette opération, un autre blessé et arrêté dans la planque. En juin, le "camarade Arenas" (Manuel Perez Martinez), secrétaire général du PCE(r) fut libéré de prison ; il y était depuis 1977 pour " association illégale". Il dut, comme d'autres, passer immédiatement dans l'illégalité.

6.6. Troisième contre-coup

En 1984 46 actions furent menées, toujours en liaison avec les luttes populaires ou l'internationalisme. Le 19 janvier 1985, 19 militant(e)s des GRAPO furent arrêté(e)s dans 19 provinces, 17 bases furent découvertes. La réorganisation fut très difficile ; sept membres furent arrêtés la même année dans ce processus. En 1986 le mouvement continua, ainsi qu'en 1987 ; il y eut des expropriations de banques et de commissariats. L'impôt révolutionnaire fut de nouveau instauré en 1988 ; le 27 mai le président de la banque de Galice, récalcitrant, fut exécuté. Deux mois après un autre capitaliste fut tué, un autre blessé. Le 4 octobre les GRAPO réussirent à se procurer 800 cartes d'identité dans le commissariat du centre de Madrid. Les années 1987-1988 furent celles de la réorganisation réussie des GRAPO.

6.7. Nouvelle offensive et grève de la faim

Le 10 mars 1989 deux gardes civils furent exécutés alors le groupe TREVI se réunissait. En juillet les GRAPO se procurèrent 148 millions de pesetas à la banque de Castellon. En novembre commença une grève de la faim des prisonnier(e)s politiques pour mettre fin à l'isolement. Les GRAPO soutinrent le mouvement dès décembre. Le 13 un commandant de l'armée fut grièvement blessé à Madrid ; le 15 ce fut le tour à un colonel de l'armée à Valence ; le 18 un membre des services secrets fut exécuté près de Barcelone ; le 28 deux membres de la Garde Civile en faction à Gijon furent exécutés. Le

gouvernement accusa alors indistinctement les membres du PCE(r) de faire partie des GRAPO et amena les prisonnier(e)s à l'hôpital, où ils/elles furent enchaîné(e)s et nourri(e)s de force. L'organisateur de cela, le docteur Munoz, fut exécuté le 27 mars 1990 par un commando des GRAPO à Saragosse. Il avait même rejeté l'ordre d'un juge de cesser cette méthode.

La grève continua, et le 25 mai, après 177 jours de grève, José Manuel Sevillano Martin mourut. Il était membre des GRAPO et en prison depuis 1987. Un colonel de l'armée fut exécuté le 15 juin à Valladolid, puis les GRAPO attendirent, pour lancer une offensive en septembre. Six bombes explosèrent à Madrid (la cour suprême, la bourse, le ministère de l'économie), Tarragona (des installations liées au pétrole), Barcelone (siège du PSOE) et Gijon (récupération de documents d'identité puis destruction du bâtiment). En novembre deux bombes visèrent des bâtiments officiels à Barcelone. Un pipeline alimentant les bases de l'OTAN fut également attaqué.

En 1991 et 1992 les actions continuèrent. Blocage du TAV (l'équivalent du TGV) le jour même de son inauguration, attaques contre des oléoducs et une station électrique, ainsi qu'en avril 1992 d'une attaque de l'institut national de l'industrie et du ministère du travail. En 1993 les GRAPO échouèrent à exécuter l'ex-Directeur Général des Prisons Galavis. En juillet trois membres des GRAPO furent tués lors de l'explosion du fourgon blindé qu'ils attaquaient. Sept bombes furent déposées à Madrid (sièges du PSOE et du syndicat patronal, Ministère du travail, Institut National de l'Industrie...) et le centre de distribution de gaz de Saragosse fut attaqué. Mais un commando chargé du renseignement fut arrêté à Madrid.

En 1994 les GRAPO menèrent des actions de soutien au mouvement de résistance ainsi que des expropriations (attaque de fourgons blindés). Le 27 juin ils enlevèrent Publio Cordon, président de l'assurance Previa. Il fut libéré le 17 août après avoir payé une dizaine de millions de francs. Il devait payer autant après sa sortie, mais disparut. En novembre trois membres des GRAPO furent arrêtés.

A partir de 1996 les GRAPO firent une trêve, et des pourparlers eurent lieu entre l'Etat espagnol et des membres emprisonnés du PCE(r) et des GRAPO. Mais le PCE(r) refusant toujours de reconnaître la constitution espagnole, les négociations cessèrent et les GRAPO reprirent la lutte. Parmi les nombreuses actions menées, on notera l'attaque à l'explosif de la vallée des morts, immense monument funéraire fasciste abritant les tombes des généraux d'Espagne ou, le 13 mars 1998, l'explosion de bombes dans deux immeubles des impôts à Madrid.

6.8. Les années 2000

Le 8 mai 2000, c'est échec de l'attaque d'un fourgon blindé à Vigo : une bombe explose sous le fourgon mais les convoyeurs ouvrent le feu et déclenche une intense fusillade. Bilan : deux morts (deux convoyeurs) et quatre blessés. 29 septembre 2000 : trois personnes cagoulées ont fait irruption au siège du quotidien El Mundo à Barcelone et laisse un colis piégé (quatre policiers blessés et un civil blessés). La veille, des artificiers de la police avaient désamorcé une bombe dans un siège d'une société d'interim. En novembre 2001, c'est l'attaque réussie d'un transport de fonds à Santander.

Le 9 novembre 2000 la police française arrête cinq membres du PCE(r) : Manuel Pérez Martínez (le secrétaire général), Isabel Llaquet Baldellou, José Luis Elipe López, José Antonio Peña Quesada, Maria Rosario Llobregat Moreno ; et deux membres des GRAPO. : Fernando Silva Sande, Maria Victoria Gómez Méndez. Ils seront jugés sous l'accusation d'« association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste ». Le 18 juillet 2002 : neuf présumés membres des GRAPO et du PCE(r) sont arrêtés à Paris et six à Madrid. Un représentant du Comité (espagnol) pour un Secours Rouge International : Antonio Lago Igelsias est arrêté à Paris. Selon l'accusation, les prévenus étaient membres d'une nouvelle direction des GRAPO en cours de reconstitution après l'arrestation en 2000 à Paris de sept responsables de l'organisation, dont son chef historique, Manuel Perez Martinez, surnommé "camarade Arenas".

En avril 2003, les GRAPO attaquent d'une banque à Leganés (Madrid). Le 6 février 2006, Ana Isabel Herrero, patronne d'une société d'interim, est tuée à Saragosse dans une tentative avortée d'enlèvement. Le 16 mars 2006, Catalogne, nouvel échec, dans une attaque de banque cette fois, à Castellón. En juin 2006, arrestations en de Juan García Martín, Carmen Cayetano Navarro et María Aránzazu Díaz Villar. Ce qui n'empêche pas les GRAPO de réaliser le 5 juillet l'attaque d'une banque à Saint-Jacques de Compostelle.

Le 24 janvier 2008, c'est l'arrestation de militants d'organisations solidaires avec les prisonniers : d'Erlantz Cantabrana Berrio, (militant connu de l'association des familles de prisonniers, avait déjà été arrêté par la police en 2004) de Fernando Rodríguez Blanco, de Juan Manuel Olarrieta Alberdi et de José Luis Fernández González, (un ancien militant qui avait purgé sa peine de prison dans les années 80, lors de sa première arrestation, en 1980, des tirs de la garde civile avait entraîné la paralysie de Fernández González qui est obligé depuis à se déplacer en chaise roulante), et de Carlos Cela Seoane. Le ministre espagnol de l'Intérieur, Alfredo Pérez Rubalcaba, a estimé que les personnes arrêtées "sont des membres légaux liés à des activités de financement, prosélytisme et formation" des GRAPO.



7. Sur Manuel Pérez Martínez, alias « camarade Arenas », secrétaire général du PCE(r)

Manuel Pérez Martínez, 'Arenas', secrétaire général du PCE(r) depuis sa création, a consacré sa vie à la lutte pour la cause du communisme. Plâtrier de profession, il a commencé à travailler très jeune. Il a milité dans les Jeunesses du PCE, au PCI et dans l'OMLE, organisation d'où est né le PCE(r). Depuis 40 ans, il a été l'artisan d'importantes luttes idéologiques et a publié de nombreux livres parmi lesquels: Thèse sur la crise du communisme; Abrégé de l'histoire du PCE; La troisième phase de la crise générale du capitalisme [Textes choisis]; Sur la crise et l'écroulement du système capitaliste; Parti et front; Histoire du PCE(r) depuis ses origines jusqu'au IIe Congrès; La stratégie de la lutte armée révolutionnaire.



Le camarade 'Arenas' à la libération de la prison de Soria en 1984

Manuel Pérez Martínez, 'Arenas', est enfermé actuellement dans les cachots de la prison de Meco, isolé du reste des prisonniers politiques. Plusieurs procès à son encontre sont en cours dans le Tribunal d'exception de l'Audience Nationale qui, grâce à la 'loi des partis', essaie de criminaliser les activités politiques du PCE(r) et de condamner Manuel à vie pour le simple fait d'être le secrétaire général de ce Parti.

Manuel Pérez Martínez a été emprisonné durant plusieurs années en France et condamné à 8 ans de prison pour appartenance à une 'association de malfaiteurs'. Cette sentence a paru insuffisante aux yeux des gouvernements espagnols qui l'ont accusé sans aucune preuve d'avoir participé à différentes actions armées. Les juges savent très bien que Manuel n'a participé à aucune action armée ni n'en a donné l'ordre. Comme dirigeant d'un Parti communiste, son travail a toujours été de type politique et idéologique: d'éclaircissement du chemin à suivre pour arriver à une société socialiste puis au communisme.



8. Adresse des prisonniers révolutionnaires en Espagne

Les prisonniers sont classés par prison.

La parenthèse après leur nom indique leur date d'arrestation et leur ville ou région d'origine)

PRISIÓN DE MADRID II (Meco)

28805 ALCALA DE HENARES (Madrid), Espagne

- Manuel Pérez Martínez (1er novembre 2000, Madrid)

PRISION DE HERRERA DE LA MANCHA

a.c. 77, 13200 MANZANARES (Ciudad Real), Espagne

- Xurxo García Vidal (8 janvier 2007, Galice)
- Lucio García Blanco (25 octobre 2007, Asturies)

PRISIÓN DE A LAMA, 36830 A LAMA (Pontevedra), Espagne

- Francisco Javier García Victoria (9 mars 2007, Madrid)

PRISION DE VILLANUBLA, 47071 VILLANUBLA (Valladolid), Espagne

- Francisco Cela Seoane (29 octobre 2007, Galice)

PRISIÓN de BOTAFUEGOS-ALGECIRAS, Ctra. Del Cobre, km. 4.5 11206
ALGECIRAS (Cádiz), Espagne

- Israel Clemente López (26 février 2007, Asturies)

PRISIÓN DE JAÉN, Ctra. Bailén-Motril, Km. 28 - 23071 JAÉN, Espagne

- Santiago David Rodríguez Muñoz 2003 14 de junio León
- Mónica Refoxos Pérez (6 juin 2003, Galice)

PRISIÓN DE TEXEIRO-CURTIS, Estrada de Paradelas s/n
15310 CURTIS (A Coruña), Espagne

- Jesús Merino del Viejo (17 septembre 2002, Badajoz)
- Carmen López Anguita (25 juin 2007, Madrid)

PRISIÓN DE BRIEVA, a.c. 206 - 05194 AVILA, Espagne

- María Jesús Romero Vega (26 février 1990, Séville)
- Isabel Aparicio Sánchez (2 février 2007, Madrid)
- Arantza Díaz Villar (23 mai 2006, Pays basque)

PRISIÓN DE VALENCIA II, a.c. 1002 - 46225 PICASSENT (Valencia),
Espagne

- Encarnación León Lara (2 février 1992, Séville)

PRISIÓN DE GRANADA, a.c. 2062 - 18220 ALBOLOTE (Granada), Espagne

- Olga Oliveira Alonso (15 mars 1990, Galice)
- Juan Carlos Matas Arroyo (17 mai 2007, Madrid)

PRISIÓN DE BADAJOZ, Carretera Olivenza, km. 5 - 06008 Badajoz, Espagne

- Jesús Cela Seoane (13 décembre 1990, Galice)

PRISIÓN DE FONTCALENT, a.c. 5050 - 03071 Alicante, Espagne

- Concepción González Rodríguez (14 novembre 1995, Madrid)
- Gemma Rodríguez Miguel (11 janvier 2002, Madrid)

PRISIÓN DE PUERTO DE SANTA MARÍA I, a.c. 555, Espagne
11500 Puerto de Santa María (Cádiz)

- Laureano Ortega Ortega (7 février 1992, Pays basque)
- Juan García Martín (13 octobre 2006, Andalousie)
- Miguel Ángel Bergado Martínez (1981, Burgos)

PRISIÓN DE MADRID I (Meco Mujeres), Espagne
28805 ALCALA DE HENARES (Madrid)

- Victoria Gómez Méndez (7 septembre 2000, Galice)

PRISIÓN DE SEVILLA, Carretera Torreblanca Mairena del Alcor, km.3.
Apartado 7113/23 - 41071 Sevilla, Espagne

- Xaime Simón Quintela (22 juin 1985, Galice)
- Enrique Kuadra Etxeandia (9 juin 1995, Pays basque)

PRISIÓN MORÓN DE LA FRONTERA

Paraje las Mezquitillas. SE- 451 Km . 5,5, Espagne
41530 Morón de la Frontera (Sevilla)

- Marcos Martín Ponce (8 juillet 2002, Madrid)

C.P. LA MORALEJA, Crta Local P-120 - 34210 DUEÑAS (Palencia), Espagne

- David Garaboa Bonillo 2005 23 junio Galiza
- María José Baños Andujar (11 novembre 2002, Galice)

PRISIÓN DE VILLABONA, Finca Tabladillo Alto - 33271 Asturias, Espagne

- Carmen Cayetano Navarro (19 septembre 2006, Galice)

PRISIÓN DE ZARAGOZA, Carretera Nacional 338, km . 539, Espagne
50800 ZUERA (Zaragoza)

- Iolanda Fernández Caparrós (7 décembre 2002, Galice)

PRISIÓN DE ALICANTE II, Carretera Nacional 330 km . 66, Espagne
03400 VILLENA (Alicante)

- Israel Torralba Blanco (24 octobre 2006, Madrid)
- Aurora Cayetano Navarro (19 février 2002, Galice)

PRISIÓN DEL ACEBUCHE, Ctra. Cuevas de los Úbeda 04071 ALMERÍA,
Espagne

- María Ángeles Ruiz Villa (25 février 2002, Madrid)

PRISIÓN DE MANSILLA, Finca de Villahierro, Espagne

24210 MANSILLA DE LAS MULAS (León)

- Ignacio Varela Gómez (12 janvier 2003, Galice)

PRISIÓN DE Madrid VI – Aranjuez.

Carretera Nacional 400, Kilómetro 28. A .c. 210 - 28300 ARANJUEZ (Madrid),

Espagne

- Manuel Ramón Arango Riego (12 décembre 2007, León)

PRISIÓN DE CÓRDOBA, a.c. 479 - 14007 Córdoba, Espagne

- Carmen Muñoz Martínez (20 janvier 2002, Madrid)

- Leoncio Calcerrada Forniellas (2 octobre 2002, Madrid)

En liberté provisoire:

- Fernando Hierro Chomón
- José Luis Elipe López
- Fina García Aranburu
- Xoaquin Garrido González
- Isabel LLaquet Baldellou
- Carlos Cela Seoane
- Fernando Rodríguez Blanco
- Xoxe Luis Fernández González (infirme chronique)
- Erlantz Cantabrana Berrio (infirme chronique)
- Juan Manuel Olarieta Alberdi
- Antonio Lago Iglesias
- Iñaki Kuadra Etxeandia (gravement handicapé)
- Mercedes Herranz Arcones (gravement handicapé)
- Juan Manuel Pérez Hernández (définitivement handicapé)